CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RECOMMANDATION N° R (80) 7

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRES CONCERNANT L'APPLICATION PRATIQUE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 juin 1980,
lors de la 321^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Rappelant la Résolution (75) 12 relative à l'application pratique de la Convention européenne d'extradition ;

Désireux d'étendre et de rendre encore plus facile l'application de cette convention qui, ouverte à la signature le 13 décembre 1957, est entrée en vigueur le 18 avril 1960,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. s'ils ne sont pas encore Parties contractantes à la convention, de la ratifier dans les plus brefs délais ;

2. s'ils sont Parties contractantes à la convention, de s'inspirer dans son application pratique des principes suivants :

En ce qui concerne le recours à l'extradition

Pour décider s'il convient de demander l'extradition, l'Etat requérant devrait prendre en considération les rigueurs que la procédure d'extradition risque d'entraîner pour l'individu réclamé et, le cas échéant, pour sa famille, lorsque cette procédure est manifestement disproportionnée à la gravité de l'infraction et lorsque la sanction susceptible d'être infligée ne semble pas devoir dépasser de manière importante la période minimale de détention indiquée dans le paragraphe 1 de l'article 2 de la convention, ni constituer une peine privative de liberté.

S'il s'agit d'exécuter une peine ou une mesure de sûreté, l'Etat requérant devrait tenir compte du même principe de proportionnalité, notamment lorsque le reste de la sanction à subir est d'une durée inférieure à quatre mois.

En ce qui concerne la procédure d'extradition

Que la procédure d'extradition soit de nature administrative ou judiciaire, l'intéressé :

a. devrait être informé, dans les plus brefs délais et dans une langue qu'il comprend, de la demande d'extradition, des faits visés par celle-ci, des conditions et de la procédure d'extradition, ainsi que, le cas échéant, des raisons de son arrestation ;

b. devrait être entendu sur les arguments qu'il invoque à l'encontre de l'extradition ;

c. devrait pouvoir se faire assister dans la procédure d'extradition ; si ses moyens ne lui permettent pas de faire face aux frais d'assistance, celle-ci devrait lui être accordée gratuitement.

En ce qui concerne la procédure sommaire d'extradition

En vue d'accélérer l'extradition et de raccourcir au maximum la durée de l'arrestation provisoire, il y aurait lieu d'examiner s'il est possible d'utiliser une procédure sommaire permettant la remise rapide de la personne recherchée sans suivre la procédure d'extradition habituelle, à condition que l'intéressé y consente.

En ce qui concerne l'arrestation provisoire (article 16 de la convention)

a. L'autorité requérante ne devrait solliciter l'arrestation provisoire de la personne réclamée que s'il existe des raisons sérieuses de croire que l'extradition ne peut avoir lieu sans cette mesure.

b. La durée de l'arrestation provisoire devrait être aussi brève que possible. Elle ne devrait pas excéder la période de dix-huit jours, sauf en cas de nécessité, notamment lorsque l'autorité requérante fait connaître qu'elle éprouve des difficultés à produire, dans ce délai, les pièces nécessaires.

En ce qui concerne le transit (article 21 de la convention)

a. Afin d'accélérer la procédure, il conviendrait de prendre, si possible au moment où l'extradition est demandée, les dispositions nécessaires pour obtenir le consentement des Etats de transit. L'Etat requis devrait être informé, dans les meilleurs délais, des moyens de transit envisagés et de toute éventuelle demande de transit adressée à d'autres Etats contractants.

b. En principe, l'Etat requis devrait se conformer aux souhaits de l'Etat requérant quant au mode de transit. Toutefois, en cas de difficultés particulières, les deux Etats devraient se consulter sur le moyen de transport approprié (rail, route ou voie aérienne) et, le cas échéant, sur le lieu de remise de la personne à extradier.

c. L'Etat contractant prié d'accorder le transit devrait répondre rapidement à la demande et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout retard.

d. Lorsque l'Etat requis utilise, sous les conditions énoncées ci-dessus, une procédure sommaire d'extradition, et le transit n'entraîne la présence de la personne réclamée sur le territoire de l'Etat de transit que pour une durée brève, l'Etat de transit devrait examiner s'il peut accorder le transit sans que soient produites toutes les pièces prévues à l'article 12 de la convention.

e. Le transit aérien, de nature à faciliter et à accélérer la remise de la personne à extradier, devrait être utilisé le plus largement possible. En règle générale, la personne à extradier devrait être escortée ;

II. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats contractants qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.